

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application du décret n° 2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, et afin de reconnaître l'investissement collectif des agents de la Ville de Montpellier, il est proposé pour l'exercice 2022 la reconduction au sein des services de la Ville de Montpellier de la prime d'intéressement à la performance collective.

I- Bénéficiaires

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la Collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

II- Montant

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n° 2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

III- Conditions de versement

En application de l'article 5 du décret n° 2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, une présence effective au sein de la Ville de Montpellier ou de Montpellier Méditerranée Métropole d'au moins trois mois pendant la période de référence, soit du 1^{er} avril au 30 septembre 2022, est requise.

Pour la comptabilisation de la durée de présence effective, sont considérées comme de la présence effective les périodes :

- De congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail ;
- De congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité ;
- De congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels ;
- De congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical ;
- De formation professionnelle, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

Pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein.

Un agent peut être exclu du bénéfice de la prime au titre d'une année, en raison d'une insuffisance caractérisée de sa manière de servir. Cette exclusion est formalisée par un rapport joint à l'entretien professionnel de l'agent.

IV- Objectifs pris en compte

A cet effet, chacun des pôles et missions de la collectivité a pour double objectif :

- De mobiliser l'ensemble des agents dans les projets de réorganisation découlant de la nouvelle organisation des services, et dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement interne, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques ;
- De respecter le cap financier pour répondre à un projet de mandat ambitieux.

V- Versement de la prime

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé, pour chaque service à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints. Le caractère forfaitaire de la prime permet en effet de répondre aux objectifs de mobilisation des agents autour d'un objectif commun au service ou au groupe de services.

Conformément aux dispositions de la circulaire du ministère de l'Intérieur n° INTB1234383C du 22 octobre 2017, la prime d'intéressement à la performance collective suit les mêmes règles que le traitement de l'agent (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Elle sera versée à chaque agent au terme de l'évaluation des résultats collectivement atteints.

Les modalités de création de la prime d'intéressement à la performance collective ont fait l'objet d'un avis du comité technique.

Le montant total de cette prime est estimé à 1 325 000 € en année pleine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modalités d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la ville ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-180703-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.